

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Rafael-Correa-Nous-ne-tolererons-pas-les-declarations-du-Departement-d-Etat-US>

# **Rafael Correa : « Nous ne tolérerons pas les déclarations du Département d'Etat US »**

- Empire et Résistance - Bataille pour l'information -

Date de mise en ligne : mardi 4 octobre 2016

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**Ingérence états-unienne, résurgence des partis de droite en Amérique latine et course à la présidence de Donald Trump et Hillary Clinton : le président équatorien Rafael Correa évoque pour RT les sujets essentiels pour l'avenir de son continent.**

**RT : Plusieurs pays d'Amérique latine connaissent une crise politique, ou en sont proches. Ces dernières années, vous avez très souvent averti que cela pourrait avoir lieu. Est-ce le signe que le socialisme latino-américain du XXI<sup>e</sup> siècle ne tiendra pas une deuxième décennie ?**

**Rafael Correa :** Je pense qu'il n'y aura pas de retour en arrière, même si nombreux sont ceux qui le voudraient. C'est la nature du processus de révolution : d'abord, il avance, ensuite il recule un peu, puis il progresse encore, mais sans jamais retourner au point de départ. L'Amérique latine ne sera plus ce qu'elle était dans les années 1990. [...] Je ne suis certainement pas astrologue, mais, en analysant les événements de 2014, j'avais déjà averti que les forces conservatrices pourraient revenir au pouvoir. J'ai peur d'avoir eu raison. D'autant plus, que les faits ont dépassé les attentes. Ce n'est pas seulement le retour des forces conservatrices, mais la réunification des forces de droite, qui ont toujours tenté de nous déstabiliser. [...] Auparavant, il y avait bien sûr des coalitions des partis de droite ayant une certaine stratégie internationale, mais il y avait également des limites qu'ils ne dépassaient pas - ils ne violaient pas les principes de la démocratie et de l'intégration. Aujourd'hui, toutes les limites sont violées. Il n'y a plus de limites, plus de remords - on porte atteinte à la dignité humaine. Il ne s'agit pas du retour des forces conservatrices qui, étant notre ennemi, restaient quand même dans le cadre démocratique. Maintenant il n'y a plus de cadre, c'est pourquoi nous avons qualifié ce qu'il se passe actuellement de « nouvelle opération Condor ».

**L'économie c'est la pierre angulaire de l'intégration. Néanmoins, la Banque internationale pour le Sud (Banco del Sur) et la monnaie collective qu'est le Sucre ne sont restés que des projets. Pourquoi ?**

A cause des intérêts de certains. Malheureusement, d'aucuns sont tout simplement incapables d'être clairvoyants. Ils ne voient que les perspectives à court terme et ne poursuivent que leurs intérêts, ils aspirent à l'hégémonie régionale de certains pays en bloquant les projets qui pourraient les priver d'une partie de pouvoir, comme celui de la Banco del Sur. Ceci s'applique également à d'autres projets. Malheureusement, dans cette région il y a encore des gens qui parlent espagnol mais réfléchissent en anglais. Cela renforce l'influence du patron nord-américain.

**Comment appréciez-vous la situation au Venezuela, comment l'avenir de l'intégration latino-américaine pourrait-elle être influencée, si le gouvernement de Nicolas Maduro ne surmonte pas cette crise ?**

Les temps sont difficiles aujourd'hui, mais ce n'est pas si grave. Le Venezuela est maintenant harcelé par les médias, le pays est face au boycott économique, etc. C'est exactement l'agression que j'ai évoquée. Mais malgré ce qui se passe au Venezuela, malgré ce qui s'est passé au Brésil, malgré la défaite des démocrates aux élections argentines, il faut aller de l'avant. Pour cela il faut nous unir comme jamais auparavant et surmonter ensemble ces moments difficiles. Je suis convaincu que, peu importe combien d'épreuves nous traversons (je crois qu'elles sont temporaires), les partis de gauche en Amérique latine ne seront plus jamais des partis marginaux avec 3% des suffrages. Maintenant, nous pouvons lutter pour le pouvoir, nous avons nos propres professionnels politiques. Nous sommes la source de nouvelles idées, d'idées alternatives. En résumé, cette situation ne se reproduira plus.

**La présidence de Barack Obama touche à sa fin. Le croyez-vous responsable des changements - pour le pire - qui se sont produits dans la région ces dernières années ?**

Bien sûr. L'opposition des idées, des points de vue, des idéologies c'est une chose. La personnalité de quelqu'un en est une autre. Je ne suis pas d'accord avec une grande partie de ce que Barack Obama a fait, mais je le respecte en tant que personne. Je pense qu'il n'a pas vraiment fait beaucoup de choses pour l'Amérique latine. C'est vrai que le rétablissement des relations avec Cuba est un événement historique. Mais qu'en est-il de l'embargo économique ? Je peux vous assurer que Cuba aurait été beaucoup plus content d'être libérée de l'embargo que de voir le rétablissement des relations diplomatiques. Qu'en est-il de Guantanamo, que diriez-vous de ce qu'il a fait avec le Venezuela ? Les Etats-Unis continuent à croire qu'ils ont le droit de déterminer ce qui est le bien et ce qui est le mal. On ne sait pas qui leur a donné le poste de « gendarme du monde ». Les Etats-Unis ont déclaré que le Venezuela représentait une menace pour leur sécurité nationale et, par conséquent, qu'il était nécessaire d'introduire des sanctions contre ce pays. Tout cela est une manifestation du deux poids deux mesures dans la politique étrangère des Etats-Unis. Pour eux, c'est égal que le gouvernement soit bon ou mauvais, que le président au pouvoir dans tel ou tel pays soit honnête ou corrompu. Tout ce qui les intéresse est si vous êtes de leur côté ou non. Ce qui excuse un peu Barack Obama est que beaucoup de ces choses-là sont hors de sa compétence. L'appareil bureaucratique américain est tellement énorme que, je vous assure, le président du pays n'est même pas au courant de ce que fait, par exemple, la CIA. Surtout quand il s'agit du président démocrate, qui a en quelque sorte défié le système. Les Etats-Unis ont un système de lobbies économiques et industriels très puissants, des lobbies de fondamentalistes religieux et des hommes politiques d'extrême droite qui ont souvent plus de pouvoir que le président ou le gouvernement.

**Vous avez récemment dit que le meilleur président américain, du point de vue des intérêts de l'Amérique latine, serait Donald Trump. Le pensez-vous toujours ? Qu'attendez-vous du futur gouvernement des Etats-Unis en ce qui concerne les relations avec l'Équateur ?**

Bien sûr, pour les Etats-Unis, la victoire d'Hillary Clinton serait préférable. Je la connais personnellement et j'ai beaucoup de respect pour elle. Mais je suis tout à fait sérieux en pensant que, pour l'Amérique latine, ce serait mieux si Donald Trump l'emportait. Quand a-t-on vu l'arrivée au pouvoir de gouvernements progressistes en Amérique latine ? Quand est-ce arrivé ? Sous le gouvernement de Georges Bush. Sa politique primitive a causé un tel rejet, qu'elle a provoqué une forte réaction en Amérique latine. Ce serait la même réaction avec Donald Trump. Il rend les différends encore plus compliqués. Mais pour le bien des Etats-Unis et du monde en général, je préférerais la victoire d'Hillary. Nos relations avec les Etats-Unis sont meilleures qu'auparavant. Elles sont basées sur le respect mutuel, plutôt que sur la soumission, comme c'était le cas sous les précédents gouvernements équatoriens. C'est précisément ce qu'ils ne comprennent pas. Nous ne tolérerons pas les déclarations du département d'Etat américain sur les droits de l'Homme et la démocratie en Equateur. S'ils le font, nous nous prononcerons sur la situation des droits de l'Homme aux Etats-Unis, sur la peine de mort, et ainsi de suite. Ils ne comprennent pas que le nouveau format des relations devrait reposer sur le respect mutuel entre les deux Etats souverains, plutôt que sur la subordination d'un Etat à un autre, comme c'était le cas sous les anciens gouvernements.

[RT](#), 3 octobre 2016.